



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/24- 1423
N° Hélios : 61204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement EDF TAC implanté site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 décembre 2023 s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection, au titre de l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite depuis 2009, à Vaires-sur-Marne, trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe »

qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des inspections du 19/09/2022 et du 31/03/2023
- Volet air
- Transmissions des rapports de synthèse pour l'année 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bilan annuel et prélèvements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Plan de gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5 de l'annexe	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Données devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Synthèse mensuelle	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Caractérisation complète du concentrat de l'osmoseur	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 11	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.7.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Assurance Qualité des AMS - AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Respect des valeurs limites / Mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 1/3	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/3	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37	Sans objet
4	Programme de surveillance de la qualité de l'air	AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 14 de l'annexe	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.7.3.1.2	Sans objet
16	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 3/3	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte les écarts relevés lors des précédentes inspections. L'Inspection constate cependant que l'exploitant n'a pas respecté la fréquence de transmission des rapports de synthèse mensuels tels que le prévoyait l'arrêté préfectoral du 22/12/2022 pour l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilan annuel et prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.
Constats : <u>Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020</u> Non-conformité n°1 : l'exploitant ne transmet pas, avant le 30 avril de l'année suivante, le bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté. <u>Constat lors de l'inspection du 19/09/2022 :</u> Réponse de l'exploitant par courrier du 18/05/2021 transmettant le bilan annuel de l'année 2020 Le bilan de l'année 2020, comportant les données de fonctionnement 2020 (heures de fonctionnement), synthétise le programme de surveillance des émissions atmosphériques

conformément à la section 1 du chapitre 6 du titre II de l'arrêté du 3 août 2018 et a indiqué la conformité des rejets.

En revanche, pour les articles 31, 48, 49, 51 et 58, le bilan rappelle uniquement les dispositions prévues par la réglementation sans indiquer explicitement les opérations réalisées au cours de l'année 2020.

Concernant l'article 37, l'exploitant a transmis une proposition de surveillance environnementale (cf fiches n°7 et 8)

Et concernant l'article 65, le site n'est pas concerné par des produits pulvérulents et l'envol de poussières.

Constats de l'inspection du 12/12/2023 :

Le bilan environnemental de l'année 2021 fait apparaître le respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques, ainsi que le temps de fonctionnement mensuel. Toutefois, les détails des articles 31, 48, 49, 51 et 58 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 sont absents de ces bilans trimestriels.

Le bilan annuel 2022 a été transmis le 30/06/2023 et présente, quant à lui, les détails des articles 31, 48, 49, 51 et 58 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué ne pas suivre quotidiennement la consommation d'eau utilisée pour un usage industriel. Il précise qu'une mise en place d'un suivi au jour le jour est en cours pour le site de Vaires-sur-Marne. À ce titre, une étude technico-économique sera transmise à l'Inspection au cours de l'année 2024.

Toutefois, l'exploitant explique suivre en direct la production d'eau déminéralisée. Il confirme une consommation quotidienne inférieure à 100 m³ par jour.

-> La non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 30/10/2020, maintenue dans la fiche n°3 du rapport de l'inspection du 19/09/2022, est levée.

En outre, les rapports mensuels de janvier à septembre 2023 ont été transmis à l'Inspection le 14/12/2023. Les rapports mensuels d'octobre à décembre 2024 l'ont été par courrier du 5 mars 2024. Toutefois, au jour de ce rapport, l'exploitant n'a pas transmis le bilan annuel pour l'année 2023.

Observation n°12122023-1 : L'exploitant doit transmettre le bilan annuel de son établissement pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu

Prescription contrôlée :

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences

réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Constats :

Constat de l'inspection du 19/09/2022 :

Les documents transmis par l'exploitant depuis la précédente visite d'inspection sont:

- Rapport environnement du 1er trimestre 2021 reçu le 07/06/2021, référencé T-40211304-2021-000187 du 04/05/2021
- Rapport environnement du 3eme trimestre 2021 reçu le 20/12/2021, référencé T-40211304-2021-000445 du 02/11/2021
- Rapport environnement 1er trimestre 2022 reçu le 07/09/2022, référencé T-40211304-2022-000118 du 25/04/2022

Contrôle par BV :

- 1er trimestre 2021 :

Contrôle des émissions atmosphériques des TAC2 et 3 : respect des VLE.

TAC2 : QAL2 (CO, SO₂, NO_x, O₂) : conclusion satisfaisante

TAC3 : QAL2 (CO, SO₂, NO_x, O₂) : conclusion satisfaisante

- 3eme trimestre 2021 :

TAC1 : QAL2 (CO, SO₂, NO_x, O₂) : conclusion satisfaisante

Contrôle des émissions atmosphériques de la TAC1 : respect des VLE

- 1er trimestre 2022 :

TAC 1 : AST : conclusion satisfaisante

TAC 2 : AST et QAL2 (CO, SO₂, NO_x, O₂): conclusions satisfaisantes

TAC 3 : AST : conclusion satisfaisante

Conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, le contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

L'exploitant justifiera que l'AST a été réalisé en même temps que le contrôle des émissions atmosphériques en 2021 pour les 3 TAC.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier des opérations réalisées pour le suivi en continu des poussières contrairement aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Observation :

Questionné sur la réalisation d'un QAL 2 en 2022 pour les TAC 1 et 3, l'exploitant a répondu qu'il n'y en avait pas besoin sans modification des installations. La TAC 2 a, quant à elle, subi une maintenance générale en 2021.

L'inspection a demandé à l'exploitant de préciser dans les bilans trimestriels la cause de la réalisation d'un QAL 2 si cela est fait avant l'échéance prévue par la norme.

Constat de l'inspection du 12/12/2023 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué qu'un suivi en continu dans le temps des émissions atmosphériques est réalisé. Il indique que pour l'année 2023 aucun dépassement des valeurs limites d'émissions n'a eu lieu.

En outre l'exploitant a expliqué qu'une fluctuation des mesures de SO₂ sur la TAC2 l'a conduit à réaliser une maintenance curative sur l'analyseur en juillet 2021. Pendant cette période, l'analyseur de secours a été mis en place. La remise en service de l'analyseur principal s'est faite en août 2021 et a été suivie d'un QAL3.

Le QAL 2 réalisé le 10/03/2022 sur la TAC2 fait suite à la maintenance sur l'analyseur de SO₂. L'exploitant indique par ailleurs procéder mensuellement à un QAL3.

En séance, l'inspection a contrôlé par sondage les données renseignées dans le WEX pour l'expression des résultats d'autosurveillance. Ainsi, il a été constaté, pour la TAC 2, des courbes d'étalonnage conformes avec le QAL 2 pour la mesure en continu du NO et du SO₂. Les calculs de conversion sont également conformes.

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que le prestataire réalisant les différents étalonnages (QAL2 et QAL3) intervient sur l'ensemble du parc de TAC national. À ce titre l'exploitant demande au début de chaque année à ce prestataire de lui présenter son agrément et sa certification en cours de validité.

Concernant le contrôle inopiné AIR 2023, l'exploitant a indiqué que le prestataire est intervenu quelques semaines avant l'inspection faisant l'objet de ce présent rapport.

-> L'observation relevée dans la fiche n°6 du rapport de l'inspection du 19/09/2022 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants au voisinage de l'installation peut être imposée par l'arrêté préfectoral pour chacun des polluants mentionnés au chapitre II du présent titre, en fonction de l'impact potentiel des émissions sur l'environnement et la santé publique.

Cette surveillance est obligatoire pour les établissements dont les rejets dans l'atmosphère dépassent au moins l'un des flux suivants :

- 200 kg/h de SO₂ ;
- 200 kg/h de NO_x ;
- 150 kg/h de composés organiques ;

- 50 kg/h de poussières ;
- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;
- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;
- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;
- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;
- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;
- 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 kg/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ;
- ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb).

Le programme de surveillance est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'arrêté préfectoral fixe les modalités de cette surveillance, en particulier le nombre et la localisation des points de mesure ainsi que les conditions de prélèvement et d'analyse.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les émissions diffuses sont prises en compte.

Cette surveillance est mise en place dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.

Constats :

Constat de l'inspection du 19/09/2022 :

Le programme de surveillance environnementale a été transmis par courrier du 19/12/2017.

Le programme liste les substances visées par la surveillance environnementale (métaux), sans justifier les raisons pour lesquelles certaines substances ne sont pas retenues au regard des dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

L'exploitant précisera pour chaque substance visée par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 les flux émis par l'installation afin de justifier la liste des substances retenues dans le programme de surveillance environnementale.

Par ailleurs, l'exploitant a proposé des points de prélèvements par rapport à l'étude de dispersion. Néanmoins, l'exploitant devra compléter les points de prélèvements afin d'intégrer les 2 zones les plus impactées identifiées dans l'étude de dispersion.

L'exploitant confirmera la faisabilité technique des prélèvements aux points identifiés, et transmettra également un plan de localisation des points de prélèvement pouvant être annexé à un arrêté préfectoral complémentaire.

Enfin, l'exploitant indiquera les dispositions prises pour mesurer et enregistrer en continu la vitesse et la direction du vent sur l'installation ou dans son environnement proche.

Constat de l'inspection du 12/12/2023 :

Lors de l'inspection, l'exploitant explique avoir mis en œuvre un programme de surveillance environnementale en faisant appel à un bureau d'étude. L'exploitant explique avoir défini 4 points de prélèvements situés dans les cônes de dispersion des zones d'impact modélisées comme maximales ; ainsi que 2 points de prélèvement dans des zones hors d'influence. Ces deux points

définissent le bruit de fond ambiant autour de l'établissement.

L'exploitant indique que la campagne d'analyses réalisée du 29 mars au 26 avril 2023 (transmis par courrier du 17 juillet 2023) portait sur la mesure dans l'air d'oxydes d'azote (NO₂), de poussières et de métaux. Ces mesures ont été menées à l'aide de différents moyens de collecte de polluants :

- des tubes passifs pour le NO₂
- des jauges Owen pour les poussières et les métaux
- des mousses (Bryophytes terrestres) pour les métaux

L'analyse des échantillons collectés montre que l'activité ponctuelle de l'usine de Vaires-sur-Marne n'a pas d'impact significatif sur l'environnement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a également indiqué qu'une seconde campagne de mesures était en cours au sein de l'établissement de Vaires-sur-Marne.

-> Le constat fait dans la fiche n°7 du rapport de l'inspection du 19/09/2022 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement

Prescription contrôlée :

La société EDF est tenue de réaliser une étude relative à la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières dans l'environnement pour son site de VAIRES-SUR-MARNE pour les paramètres pour lesquels les valeurs suivantes sont dépassées :

- 200 kg/h d'oxydes de soufre,
- 200 kg/h d'oxydes d'azote,
- 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- 50 kg/h de poussières,
- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore,
- 50 kg/h d'acide chlorhydrique,
- 25 kg/h de fluor et composés fluorés,
- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg),
- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te),
- 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb), • 500 g/h d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

La proposition du programme de surveillance dans l'environnement des rejets atmosphériques devra définir notamment :

- le périmètre de la zone de surveillance en s'appuyant sur :
 - l'analyse statistique des données météorologiques locales ;
 - la configuration du site et l'environnement du site ;
 - les caractéristiques des émissions atmosphériques (émissions canalisées et diffuses)
 - l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion ;
 - la topographie locale ;

<ul style="list-style-type: none"> • les modalités qui seront mises en œuvre pour la mesure et l'enregistrement en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche de la vitesse et la direction du vent ; • les polluants pour lesquels la surveillance dans l'environnement sera mise en œuvre ; • le nombre et la localisation précise des points de mesures avec au moins un point de mesure permettant de mesurer le niveau de bruit de fond, accompagnés d'un document synthétisant les choix retenus au regard de l'impact potentiel du site et des contraintes locales ; • les méthodes de prélèvement et d'analyses retenues (et leur justification) par polluant nécessitant une surveillance ; • la durée envisagée de chaque campagne de mesure ; • la fréquence de réalisation des campagnes de mesures. <p>Si l'exploitant participe à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné, il pourra être dispensé de cette obligation à condition que le réseau existant permette de surveiller correctement les effets de ses rejets.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à l'inspection du 19/09/2022 :</u></p> <p>L'exploitant complètera la proposition du programme de surveillance avec l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion, comme demandé par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/03/2013.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 12/12/2023 :</u></p> <p>Dans le courrier du 17/07/2023 transmis à l'Inspection, l'exploitant fourni une étude de dispersion concernant notamment son site de Vaires-sur-Marne. Cette étude de dispersion propose un suivi à court terme (4 semaines) pour le NO₂, et les poussières à l'aide respectivement de tubes passifs et de jauges de collecte. Cette étude propose également un suivi dans le temps (entre 6 mois et 1 an) des métaux à partir de mousses. Par ailleurs, cette étude de dispersion préconise la réalisation de 2 campagnes de mesures.</p> <p>La première campagne de mesures a été réalisée du 29 mars au 26 avril 2023, alors que la 2ème campagne était en cours le jour de l'inspection (cf. Fiche n°3)</p> <p>-> Le constat de la fiche n°8 du rapport de l'inspection du 19/09/2022 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, IED - MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <p>- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018</p>

susvisé.

- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,
- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire,
- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat suite à l'inspection du 19/09/2022 :

L'exploitant a établi un plan de gestion des périodes OTNOC pour le site de Vaires sur Marne daté du 02/08/2021.

Ce plan est à corriger par rapport aux définitions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022 notamment pour les puissances définies à l'article 2.1.6.

Les outils de suivi sont en place (appareil de mesure en continu, centre de télésurveillance, etc.) mais le suivi de ces périodes n'est pas encore formalisé pour:

- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire,
- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

Constat de l'inspection du 12/12/2023 :

Dans son courrier daté du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un plan de gestion des OTNOC de son site de Vaires-sur-Marne. Ce plan de gestion définit la charge minimale à partir de laquelle chaque TAC du site de Vaires-sur-Marne n'est plus considérée en phase OTNOC.

De l'eau déminéralisée est injectée directement dans la chambre de combustion afin de réduire les émissions d'oxyde d'azote. Ce plan de gestion indique que s'il y a un problème d'injection en eau déminéralisée, alors les TAC ne démarrent pas.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué suivre en continu les émissions en NO_x, SO₂, CO et poussières. En cas de dépassement des valeurs limites d'émissions autorisées, des alarmes se déclenchent au niveau du centre de téléconduite (CETCO). En outre, en cas de dysfonctionnement du système d'injection en eau minéralisée, l'exploitant a mis en place une

procédure afin de déterminer rapidement l'origine du dysfonctionnement.

De plus, dans son courrier du 17/07/2023, l'exploitant explique vouloir formaliser les périodes OTNOC sur l'ensemble des TAC au travers d'une note technique. Selon l'exploitant, cette note technique conduirait à une déclaration annuelle des OTNOC dans le cadre de la déclaration annuelle GERE. L'Inspection a constaté que les périodes OTNOC avaient été intégrées à la déclaration GERE uniquement pour les poussières pour l'année 2023.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cette note technique était en cours de validation.

-> Le constat de l'inspection du 19/09/2022 n'est pas levé. Il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection la note technique relative à la formalisation des OTNOC, dès lors que celle-ci sera finalisée. Par ailleurs, l'exploitant indiquera la raison pour laquelle les périodes OTNOC n'ont pas été prises en compte dans GERE pour le CO, le SO2 et les NOx.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 14 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, IED - MTD

Prescription contrôlée :

L'article 6.1.2 « Responsabilité du producteur de déchets » est complété par la phrase suivante :

L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets répondant à ces dispositions.

Constats :

Constat lors de la visite du 19/09/2022 :

L'exploitant a une note d'organisation de la gestion des déchets au CETAC, datée du 22/07/2021. Cette note précise l'organisation mise en place pour gérer les déchets produits sur les sites. Elle définit les procédures à suivre pour optimiser le tri, la collecte, l'expédition et l'élimination des déchets. Cette note détaille également les rôles et responsabilités de chacun dans la gestion des déchets.

L'article 6.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 7/01/2009 prévoit notamment de limiter les transports en distance et en volume des déchets.

L'inspection n'a pas noté de disposition particulière concernant la limitation des transports en distance et en volume des déchets dans la note d'organisation transmise.

Constat de l'inspection du 12/12/2023 :

Dans son courrier du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets. Ce plan indique notamment que l'exploitant est audité annuellement par un organisme extérieur. Lors de l'inspection, l'Inspection a demandé à consulter le dernier rapport d'audit. Dans les conclusions,

<p>la thématique déchets n'a pas été identifiée comme un sujet sur lequel une piste de progrès pouvait être apportée.</p> <p>En outre, l'exploitant a expliqué que les contrats nationaux pour la gestion des déchets étaient divisés en plaque régionale. Chaque plaque régionale devait faire en sorte d'avoir un maximum d'exutoire dans sa région. Le site de Vaires-sur-Marne appartient à la plaque régionale IDF.</p> <p>Ainsi à la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets (BSD) correspondant au dernier curage des 5 séparateurs d'hydrocarbures. La dernière opération de curage a eu lieu le 28/11/2023 et les déchets extraits de ces séparateurs d'hydrocarbures ont été traités dans une filière <i>ad-hoc</i> située en Seine-Saint-Denis.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a expliqué sensibiliser ses employés à un tri à la source. Pour cela, des affichages sont présents au sein du site. De plus, des bennes dédiées à la collecte des différents flux sont présentes au sein du site. L'Inspection a pu constater leur utilisation lors de la visite du site.</p> <p>-> Le constat établi dans la fiche n°12 du rapport de l'inspection du 19/09/2022 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Données devant figurer dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, informations contenues dans le POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de</p>

grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Constat suite à l'inspection du 31/03/2023 :

Le POI dans sa version de 2022 mentionne qu'une des missions du "Directeur Stratégique Communication" (directeur ou astreinte de direction du site) est d'informer les autorités. Pour cette mission, il est assisté pour la "Fonction Communication".

En outre, l'étude de danger liste 27 phénomènes dangereux susceptibles de se produire. Le POI contient 16 fiches scénarios en lien avec les phénomènes dangereux retenus dans l'étude de danger. Dans un courriel du 11 avril 2023, l'exploitant indique que les scénarios retenus dans le POI l'ont été selon l'importance de leurs effets.

Toutefois, parmi les phénomènes dangereux listés dans l'étude de danger, les suivants ont la même probabilité d'occurrence et le même niveau de gravité dans la matrice de criticité :

- Incendie dans un réservoir de fuel (PhD1)
- Boil-Over (PhD1')
- Explosion de réservoir de fuel (PhD2)
- Incendie d'un feu de nappe (PhD2)
- Explosion dans le local électrique batteries (PhD9)
- Explosion interne du groupe électrogène diesel (PhD12)

Il en est de même pour les phénomènes dangereux suivants dont l'étude de danger souligne qu'il s'agit de phénomènes à surveiller du fait de leur position dans la matrice de criticité :

- Incendie de matériel ou locaux électriques (PhD18)
- Pollution par les circuits, canalisations de fuel (hors dépotage) (PhD20)

Observation n°20233103-1 : les phénomènes dangereux n° 1', 2, 12 et 20 ne font pas l'objet de scénarios dans le POI. L'exploitant justifiera l'arbitrage en défaveur de ces phénomènes dangereux

Constat lors de l'inspection du 12/12/2023 :

Par un courriel du 11/04/2023, l'exploitant a transmis ses éléments de réponses à l'observation relevée lors de l'inspection POI du 31/03/2023, ainsi que le compte-rendu de l'exercice POI.

Dans sa réponse, l'exploitant explique que les scénarios de boil over (PhD1') et d'explosion de réservoir de fioul (PhD2), tous les deux présents dans l'étude de danger, mais non retenus dans le POI ; ont pour principal événement initiateur un feu de cuvette de rétention du parc à fioul ou un feu d'un réservoir de FOD. Ces deux événements sont quant à eux pris en compte dans le POI.

Le scénario d'explosion interne du groupe électrogène (PhD12) est très peu probable. Le scénario retenu dans le POI est un feu dans le local électrogène qui serait une conséquence probable d'une suppression interne du groupe électrogène.

Le scénario de pollution par déversement par des circuits et canalisations de fioul hors dépotage (PhD20) est déjà pris en compte par ailleurs dans la fiche scénario « Déversement de produits chimiques » du POI.

-> L'observation n°20233103-1 relevée lors de l'inspection du 31/03/2023 est levée.

Observation n°20231212-3 : Le compte-rendu de l'exercice POI du 31/03/2023 transmis par l'exploitant, mentionne un échéancier pour 5 actions visant des points d'amélioration. En particulier, les volumes des rétentions sur les plans et sur le POI devaient faire l'objet d'une clarification pour juin 2023. L'exploitant indiquera si cela a été réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Synthèse mensuelle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Transmissions à l'Inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'Inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le relevé des heures d'exploitation de l'installation de combustion et de chaque unité de production (relevés mensuels et cumulés depuis le début de l'année civile en cours) ; - Une synthèse de la livraison du combustible par train et par camion, comprenant le nombre de livraisons, les analyses associées conformément à l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022 et de l'article 8 de la présente annexe et les incidents éventuels ; - La consommation d'eau prélevée dans le réseau public ; - Les événements, incidents éventuels susceptibles d'avoir une incidence sur les niveaux d'émissions dans l'air et dans l'eau ; - Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées ; - L'estimation des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (mensuels et cumulés à compter du 1er janvier de l'année en cours) ; - Les éléments justifiant la gestion des concentrats comme déchets, le cas échéant ; - Le résumé des éventuels signalements et plaintes liés aux nuisances perçues par le voisinage, ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, les rapports de synthèse mensuels des 11 premiers mois de l'année 2023 n'avaient pas été transmis à l'Inspection.</p> <p>Le 15/12/2023, l'Inspection a reçu par courriel les rapports de synthèse des 9 premiers mois de l'année 2023. Depuis les 3 derniers rapports de synthèse de l'année 2023 ont été transmis. Ces rapports de synthèse mensuels comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le relevé des heures de fonctionnement de l'exploitation mensuel et cumulées sur l'année 2023 - Les informations relatives à la livraison de fioul par camion et/ou par train, ainsi qu'une analyse sur la qualité du carburant - Les consommations d'eau du réseau public - Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques - Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux qui a été réalisée le 26 janvier 2023 - L'estimation des flux atmosphériques polluants rejetés mensuellement et en cumulé sur l'année.

L'autosurveillance mensuelle des rejets atmosphériques, tout comme l'autosurveillance du 1er semestre 2023 sur les rejets aqueux montrent que les valeurs limites d'émissions sont respectées.

Non-conformité n°20231212-1 : L'exploitant n'a pas transmis de manière mensuelle un rapport de synthèse relatif au fonctionnement de son exploitation.

Observation n°20231212-4 : Dans les rapports de synthèse mensuels, l'exploitant indique le prélèvement en eau du réseau sur la période considérée pour chaque TAC. Toutefois ces rapports ne mentionnent pas le prélèvement maximal horaire. L'exploitant veillera à faire apparaître cette information dans les futurs rapports de synthèse.

Observation n°20231212-5 : Dans les rapports de synthèse mensuels, l'exploitant n'indique pas s'il a eu à gérer des concentrats de l'osmoseur comme des déchets.

Observation n°20231212-6 : Dans les rapports de synthèse mensuels, l'exploitant n'indique pas si des événements ou incidents sont survenus au sein de ses installations et sont susceptibles d'avoir une incidence sur les niveaux des émissions dans l'eau ou dans l'air.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Caractérisation complète du concentrat de l'osmoseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Transmissions à l'Inspection

Prescription contrôlée :

1° - L'exploitant procède à une campagne de caractérisation des rejets du dispositif d'osmose inverse, sous un mois suite à la notification du présent arrêté. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres de l'article 12 de la présente annexe, ainsi que sur les phosphates.

2° - Les résultats de la campagne mentionnée au 1° du présent article sont transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard un mois après réception.

Constats :

L'exploitant a réalisé la campagne de caractérisation des rejets du dispositif d'osmose inverse le 26 janvier 2023. Toutefois la transmission des résultats de cette campagne a été faite par courriel le 15/12/2023, avec l'envoi des 9 premiers rapports de synthèse mensuels, alors le rapport relatif aux rejets aqueux est daté du 21/02/2023

Non-conformité n°20231212-2 : L'exploitant n'a pas transmis les résultats de la campagne de caractérisation des rejets du dispositif d'osmose inverse un mois après sa réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Autres moyens
Prescription contrôlée : - 20 poteaux incendie normalisés et incongelables équipés d'au moins une sortie de diamètre 100 mm ou 2x100 mm issu de la centrale incendie. Le réseau garantira un débit simultané de 120 m ³ /h sur 2 poteaux. Les poteaux incendie seront implantés en respectant les distances suivantes : 200 mètres au maximum entre les deux hydrants par les voies de desserte et 5 mètres au plus du bord de la chaussée. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. [...] - pour la protection de la zone de déchargement ferrée : un extincteur mobile à poudre, 2 extincteurs sur roues et de deux cuves de 1 m ³ d'émulseur associés à deux canons mobiles de type "queue de paon" d'un débit unitaire de 1000 l/min, ces canons mobiles étant en charge, prêts à l'utilisation avant toute opération de dépotage. Deux poteaux incendie sont présents sur toute la longueur de la zone de dépotage, au moins sur 120 m et permettant un raccordement distant de moins de 200 mètres par rapport à une éventuelle zone de danger. - pour la protection de la zone de déchargement routière : un extincteur mobile à poudre, 1 extincteur sur roues et d'une cuve de 1 m ³ d'émulseur associé à 1 canon mobile d'un débit unitaire de 1000 l/min, ce canon mobile étant en charge, prêt à l'utilisation avant toute opération de dépotage. Un poteau incendie est présent sur la zone de dépotage et permet un raccordement distant de moins de 200 mètres par rapport à une éventuelle zone de danger. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué avoir découvert une fuite d'eau sur son réseau interne alimentant les poteaux incendie, au niveau d'un té en amont du poteau incendie 20BI/507. A ce titre, l'exploitant a indiqué avoir identifié l'origine exacte de la fuite et avoir procédé à l'isolement du tronçon concerné. Ce tronçon se situe à proximité de la zone de dépotage train et camion. Parmi les éléments transmis par courriel du 15/12/2023, l'exploitant a fourni une analyse de risque relative à l'isolement du tronçon de la canalisation. Ce document mentionne que la protection incendie du site n'est pas impactée par l'isolation du tronçon. En effet, cette analyse de risque indique que le site de Vaires-sur-Marne a fonctionné en mode dégradé durant la mise en place d'une solution provisoire (journée du 28/08/2023). Pour autant, l'exploitant explique que la protection incendie du site était assurée durant ces travaux. Dans l'analyse des risques, l'exploitant explique que la situation provisoire permet : - à la zone de dépotage-train de rester couverte par 5 poteaux incendie dont 3 poteaux situés à proximité immédiate - à la zone de dépotage-camion de rester couverte par 2 poteaux incendie à proximité immédiate. En outre, cette analyse indique que le site dispose du nombre exact de poteau incendie prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Par ailleurs, le shuntage du poteau incendie 20BI ne remet pas en cause les exigences de l'AP sur l'implantation des poteaux-incendie vis-à-vis de la protection incendie des zones concernées. L'analyse des risques conclut que les réparations pérennes peuvent être envisagées avec la présence des installations temporaires existantes, dont notamment le shuntage du poteau

incendie 20BI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.74
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] En outre l'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué qu'il organisait chaque année 4 sessions de formation en lien avec la lutte contre l'incendie, ainsi que 2 exercices POI. En outre, l'exploitant a expliqué qu'une sensibilisation en interne était réalisée par le responsable du site. Le personnel de maintenance est associé à la plaque IdF, de manière à ce que chaque personne de la maintenance intervienne au moins une fois par an sur un exercice POI réalisé au sein des TAC d'Ile-de-France. L'exploitant a présenté un tableau de suivi des formations FEU réalisées par le personnel. L'Inspection a constaté pour certains opérateurs, la présence de case rouge signifiant une date de formation dépassée. L'exploitant a alors expliqué que le personnel désigné dans ce tableau a bien suivi les formations FEU. Cependant ces formations ayant été dispensées récemment, le tableau n'a pas été mis à jour. Observation n°20231212-7 : L'exploitant veille à mettre à jour le tableau de suivi des formations FEU.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Assurance Qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée : I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats :

L'exploitant a fourni les rapports relatifs à l'AST 2023 (tests annuels de surveillance) des 3 TAC établis par Bureau Veritas, accrédité selon la norme EN/ISO/IEC 17 025.

L'inspection relève que :

- l'AST porte bien sur les paramètres à mesurer en continu sauf les poussières,
- les modalités de mise en œuvre de la procédure AST semblent satisfaisantes,
- les conclusions sont satisfaisantes (analyseurs conformes à la norme et tests opérationnels réalisés avec succès) et concordent avec les QAL 2,
- les VLE sont respectées durant l'AST.

S'agissant de l'absence d'AST pour le paramètre poussières, l'inspection rappelle que l'AST a pour objectif d'évaluer si le système de mesurage fonctionne correctement, si ses performances restent valides et si l'étalonnage et sa variabilité restent inchangés par rapport à leur détermination lors du QAL2.

Non-conformité n°12122023-3 : Contrairement à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux installations aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110, l'AST n'a pas été mis en œuvre pour l'appareil employé pour la mesure en continu des émissions de poussières des 3 TAC. L'exploitant doit aller au bout de sa démarche et mettre en place l'AST pour l'appareil mesurant en continu les émissions de poussière des 3 TAC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Respect des valeurs limites / Mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.5

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu

Prescription contrôlée :

I - Mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200% des valeurs limites d'émission mensuelles.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 3.2.8.4 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 2.1.6 du présent arrêté.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus aux chapitres 10.1 et 10.2 du présent arrêté.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis 2 tableaux comportant les données relevées de janvier à novembre 2023. Ces tableaux comportent, pour chaque TAC les paramètres mesurés en continu :

- les concentrations moyennes validées (par la chaîne hiérarchique de l'exploitant) journalières et mensuelles,
- la concentration horaire maximale mesurée dans le mois,
- le nombre et le pourcentage de concentrations horaires supérieures à la VLE dans le mois,
- les flux journaliers et mensuels,
- le flux horaire maximum mesuré dans le mois,
- le nombre de flux horaires supérieurs à la VLE.

L'inspection relève le respect des valeurs limites en concentration pour les 3 TAC. Il semble que ce soit également le cas pour les valeurs limites en flux horaire.

En outre, dans les rapports de synthèse mensuels transmis par l'exploitant, le flux horaire maximum est exprimé en t/h. De plus, le seuil du flux horaire maximum pour chaque espèce suivie en continu est fixé à : 0,17 t/h ; 0,29 t/h ; 0,02 t/h et 0,12 t/h respectivement pour le CO, les NOx, les Poussières et le SO₂ ; alors que les valeurs limites d'émission sont exprimées en kg/h dans l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 : 165 kg/h ; 291 kg/h ; 19,3 kg/h et 116 kg/h respectivement pour le CO, les NOx, les Poussières et le SO₂. Ainsi l'unité choisie pour le flux horaire (t/h) et la précision choisie pour exprimer le seuil de ce flux horaire, ne permettent de s'assurer du respect des VLE à tout moment.

Observation n°12122023-8 : Le seuil du flux horaire maximum pour chaque paramètre suivi en continu ne correspond pas à la VLE prescrite dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2022. L'inspection demande à l'exploitant de modifier la trame des rapports mensuels de façon à pouvoir faire figurer, lorsqu'ils existent, l'ensemble des flux horaires supérieurs aux VLE réglementées par l'arrêté préfectoral et d'exprimer les flux horaires dans la même unité que celle de l'arrêté préfectoral, à savoir en kg/h et non t/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 1/3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesures périodiques

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, soit 68 % de la charge nominale les TAC 1 et 3 et 70 % de la charge nominale la TAC 2, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au

moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.

--

Article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022 :

Jusqu'au 31 décembre 2023, la fréquence du contrôle périodique visé à l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 est modifiée comme suit :

Pour les métaux : fréquence mensuelle jusqu'à la fin du premier trimestre 2023 puis un autre contrôle au second semestre 2023, sous couvert de la disponibilité/sollicitation/couplage sur le réseau des TAC lors de l'essai planifié et dans les conditions d'exploitation prévues. En cas d'indisponibilité de réalisation de contrôle, l'exploitant s'engage à informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle.

Constats :

L'exploitant a fait procéder au contrôle périodique des émissions atmosphériques des 3 TAC les 14, 16 et 21 mars 2023. Le contrôle a été mené par BUREAU VERITAS (Unité d'Evry), accrédité COFRAC et agréé pour les paramètres recherchés. Les mesures portent sur l'ensemble des paramètres réglementés.

Les mesures ont été réalisées pour 2 régimes de fonctionnement : MT (minimum technique à priori) et PMD (puissance maximale disponible) seulement pour une partie des paramètres réglementés. Ainsi, pour les HAP et les métaux, seules des mesures au régime PMD ont été menées jusqu'à présent en 2023 pour les 3 turbines.

Non-conformité n°12122023-4 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2009, l'exploitant n'a pas fait procéder à une mesure annuelle de tous les paramètres visés aux articles 3.2.4 et 3.2.6 à la charge nominale de l'installation et au minimum technique après une période de stabilisation du régime de fonctionnement.

S'agissant des dispositions particulières introduites par l'arrêté préfectoral du 22/12/22, l'inspection constate que le contrôle spécifique des métaux a été réalisé :

- mensuellement, au premier trimestre 2023 pour les TAC 1 et 3,
- uniquement en mars pour la TAC 2.

L'exploitant précise, dans les rapports mensuels remis après l'inspection, que les métaux de la TAC 2 n'ont pas été contrôlés car l'installation n'était pas en fonctionnement au moment de l'intervention du prestataire. L'inspection note pourtant, que la TAC 2 fonctionnait bien lors des interventions de janvier et février (durées de fonctionnement similaires à la TAC 3 et supérieures à la TAC 1).

S'agissant du contrôle prévu imposé au second semestre, l'exploitant a précisé que celui-ci devait être réalisé dans le cadre du contrôle inopiné programmé en 2023, mais qui n'a pu être réalisé.

Non-conformité n°12122023-5 : Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22/12/22, le contrôle périodique du second semestre 2023 n'a pas été réalisé sur l'ensemble des TAC.

Non-conformité n°12122023-6 : Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22/12/22, s'agissant du premier trimestre 2023 et du second semestre 2023, l'exploitant n'a pas informé dans les meilleurs délais les services de la DRIEAT de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle en cas d'impossibilité de réalisation.

Observation n°12122023-9 : Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur l'absence de contrôle des métaux en janvier et février 2023, la TAC 2 ayant fonctionné durant l'intervention du prestataire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 30 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les rapports établis par Bureau Veritas, l'inspection constate que les tableaux de synthèse des rapports de contrôle périodiques des rejets atmosphériques ne permettent pas d'identifier clairement les régimes de fonctionnement associés aux résultats (déduction faite au regard des résultats des paramètres périphériques).</p> <p>Observation n°12122023-10 : Il est demandé à l'exploitant de veiller, pour les prochains contrôles périodiques des émissions atmosphériques et rapports établis par l'organisme de contrôle, à la cohérence des données et au respect des normes de référence en vigueur. Si nécessaire, l'exploitant demandera la révision des rapports à l'organisme de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 3/3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.5
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II - Conditions de respect des valeurs limites pour les mesures périodiques</p> <p>Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de</p>

mesures ou des autres procédures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection relève des résultats conformes pour les 3 TAC, en concentration et en flux, dans les rapports transmis par l'exploitant pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite